

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 DÉCEMBRE 1919.

Proposition de loi modifiant les lois du 11 avril 1895 relative à la formation des listes des électeurs communaux, et du 12 septembre 1895 relative aux élections communales, et visant spécialement l'admission des femmes à l'électorat communal.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

A la date du 7 mai 1919, MM. Imperiali et consorts eurent l'honneur de soumettre aux délibérations de la Chambre, une proposition de loi relative à l'électorat communal et visant spécialement le droit de vote des femmes à la commune.

Soumise aux Sections, la proposition fut votée par 80 voix contre 52 et une abstention. La Section centrale s'y rallia par 5 voix contre 2, et chargea M. Colaert, un des signataires de la proposition, d'en faire rapport à la Chambre. Ce rapport, déposé le 16 juillet, devint caduc, comme la proposition elle-même, à la suite de la dissolution des Chambres.

Deux signataires de la proposition ont quitté la Chambre. Ils sont remplacés par MM. de Liedekerke et de Wouters d'Oplinter.

Nous avons l'honneur de reproduire la proposition, convaincus que, conformément à l'accord conclu entre la Droite et la plupart des membres de la Gauche socialiste, elle obtiendra, pour son examen et sa discussion, le tour de faveur que l'ancienne Chambre lui a réservé.

La solution de la question présente d'ailleurs un caractère de réelle urgence. Les élections communales, qui n'auront pas eu lieu dans le courant de l'année 1919, ne peuvent être retardées au delà de 1920. Les considérations émises à ce sujet dans les développements de la proposition Imperiali et consorts, restent debout, et il est à craindre que l'article premier,

qui admet l'âge de 21 ans et le domicile dans la commune depuis six mois, — sans distinction de sexe, bien entendu, — ne puisse recevoir son application aux prochaines et indispensables élections communales, si notre proposition ne reçoit pas une prompt solution.

Pour hâter et faciliter la tâche de la Chambre, nous reproduisons les textes de l'ancienne proposition avec ses développements, du rapport de la Section centrale et de la note de la minorité, en nous y ralliant et en priant la Chambre de vouloir l'inscrire en tête de son ordre du jour.

R. COLAERT.

Proposition de loi modifiant les lois du 11 avril 1895 relative à la formation des listes des électeurs communaux, et du 12 septembre 1895 relative aux élections communales.

SÉANCE DU 7 MAI 1919.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Nous avons l'honneur de soumettre aux délibérations de la Chambre un projet de loi relatif à l'électorat communal.

Ce projet est appelé à donner une solution à l'un des nombreux problèmes qui préoccupent le pays au moment où sa libération soulève la redoutable question de la restauration nationale.

Le mandat d'une série de conseillers communaux est échu et a été prorogé par un arrêté-loi. L'autre série est sortante en 1919.

A première vue, il semble donc qu'il n'y ait là rien d'anormal.

Mais en fait, il en est autrement. En effet, dans de nombreuses communes, les Conseils ont été décimés au cours des années de guerre.

Il en est qui ne comportent plus le nombre légal de conseillers qui permette à l'assemblée de délibérer valablement.

Dans d'autres, le Conseil est réduit au personnel strictement nécessaire, si bien qu'il y a pratiquement une difficulté extrême pour ces Conseils à se réunir dans les conditions normales.

Il en résulte que de nombreuses communes, surtout dans la partie rurale du pays, se trouvent en réalité dépourvues de leurs organismes essentiels, à un moment où, par suite de la guerre, la gestion des intérêts est particulièrement difficile.

Cette situation est extrêmement grave, et il est urgent que les Conseils communaux soient reconstitués le plus tôt possible.

Il en est d'autant plus ainsi, qu'à raison des conséquences entraînées par la période d'occupation du pays, les décisions à prendre par les autorités communales engagent vraisemblablement un long avenir, et c'est l'instant de leur donner un crédit nouveau.

La loi qui nous occupe doit prévoir le prochain renouvellement des Conseils communaux et permettre à ceux-ci de se compléter, non plus par le vote plural, mais par le suffrage universel.

Il est inutile d'insister sur les diverses modifications que nous apportons à la loi qui est actuellement en vigueur. Les longs débats qui viennent de se terminer par un vote unanime du Parlement sur l'électorat général, apportent la justification des mesures préconisées.

Nous proposons l'âge de 21 ans, avec six mois de résidence. Quant à l'électorat féminin, faut-il en parler?...

Beaucoup d'esprits éminents, sans distinction de partis, ont toujours jugé que l'appel de la femme aux urnes était une question de droit et de justice.

Cette opinion semble prévaloir en ce moment dans le monde entier, et toutes les démocraties, les unes après les autres, font accueil au suffrage féminin jugeant que la femme a le droit de participer à l'administration et à la sauvegarde de ses intérêts.

Peut-il y avoir encore des opposants à cette juste réforme après les leçons de la guerre?

Les femmes, par leur attitude et par leurs actes, ont acquis droit de cité, à l'égal des hommes, et si, dans le passé, leur droit naturel a pu être ignoré sous l'empire des traditions qu'il serait malaisé de justifier, n'y aurait-il pas iniquité flagrante à le méconnaître désormais?

Nous proposons ensuite la représentation proportionnelle intégrale. Il y a une modification que nous voudrions voir adopter, c'est celle du renouvellement intégral, tous les huit ans, en une série unique.

Actuellement déjà, les sénateurs, conseillers provinciaux et conseillers communaux sont élus pour huit ans. Mais leurs mandats sont renouvelés par moitié tous les quatre ans. Cette mesure était justifiée en l'absence de la représentation proportionnelle, car les graves inconvénients qui pouvaient résulter d'un renouvellement complet du corps politique par suite d'un revirement de l'opinion publique étaient évidents. Il était bon que les nouveaux venus y trouvent des « anciens » pour les initier à leur charge nouvelle. Par la représentation proportionnelle, la crainte de voir un corps politique renouvelé entièrement est nulle.

Les fluctuations de la politique n'amèneront jamais un changement complet des mandataires communaux. Dès lors, pourquoi troubler si souvent l'opinion publique ; jamais les corps politiques ou administratifs ne délibèrent dans un plus grand calme que lorsqu'ils peuvent se dégager des soucis électoraux.

Nous maintenons donc la durée du mandat des conseillers communaux à huit ans, mais nous proposons le renouvellement intégral en une fois, et en une série, supprimant donc les deux séries existant actuellement.

Nous maintenons aussi le droit de panacher, tel qu'il se trouve dans la loi actuelle. Nous le croyons nécessaire. Autant sa suppression se justifie dans des élections purement politiques, telles les élections législatives, autant nous estimons que, dans les élections communales, d'où la politique devrait être complètement exclue, l'électeur doit avoir le droit de choisir ceux qui lui semblent les plus aptes à bien gérer sa commune.

Nous supprimons les conseillers communaux supplémentaires. L'opinion publique semble unanime à réclamer cette mesure.

Les autres modifications que cette loi apporterait découlent des principes essentiels que nous venons d'énumérer.

Nous espérons que la Chambre donnera une solution rapide aux problèmes soulevés par le projet de loi actuel, afin que les communes puissent compléter et renouveler les Conseils communaux en novembre prochain. Il ne faut à cet effet aucune loi spéciale. Les mandats d'une série, prolongés par arrêté-loi de 1915, sont échus par suite de la cessation de la guerre; les mandats de l'autre série viennent à leur échéance ordinaire. Nous espérons que ce projet trouvera le même accord patriotique que celui qu'a rencontré le projet de loi législatif.

Marquis IMPERIALI.

(6)

Proposition de loi modifiant les lois du 11 avril 1895 relative à la formation des listes des électeurs communaux, et du 12 septembre 1895 relative aux élections communales ⁽¹⁾.

SÉANCE DU 16 JUILLET 1919.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. COLAERT.

MESSIEURS,

Ibsen a écrit que le XIX^e siècle a été le siècle de l'ouvrier et que le XX^e serait celui de la femme. Ceux qui ont suivi, avec quelque attention, les progrès réalisés par le féminisme dans les divers pays du monde, doivent reconnaître que le célèbre sociologue norvégien a été prophète.

Nous ne nous plaçons pas ici au point de vue social. Les réformes introduites dans presque toutes les législations étrangères, en cette matière, ne se compte plus. Dans notre pays même, longtemps revêché aux théories féministes, notre droit civil a subi plusieurs modifications favorables aux femmes, spécialement en ce qui concerne le témoignage aux actes de l'état civil et leur intervention dans les conseils de famille. Des réformes importantes ont été introduites, et l'on prévoit que d'autres suivront, en matière sociale. On peut dire que, dans ces domaines, le féminisme est à l'ordre du jour du Parlement belge.

Qu'en est-il en matière politique ? Il y a vingt ans à peine nous comptions sur les doigts les Nations qui avaient admis les femmes à élire leurs mandataires communaux. Plus rares encore étaient celles qui avaient adopté leur suffrage législatif. Aujourd'hui l'exception est devenue la règle, et l'on peut dire que bientôt il n'y aura plus que quelques peuples de race latine qui refuseront à la moitié de leurs concitoyens l'accès aux urnes politiques.

Parmi ces peuples la Belgique semble vouloir garder le premier rang. Notre pays si justement fier des progrès qu'il a réalisés dans tous les

⁽¹⁾ Proposition de loi, n° 157.

⁽²⁾ La Section centrale, présidée par M. TIBBAUT, était composée de MM. WOESTE, COLAERT, VAN CAUWELAERT, GOBLET, BERLOZ et DEVÈZE.

domaines; qui, dans sa charte constitutionnelle, proclame l'égalité de tous les Belges devant la loi; qui exalte tous les jours les vertus héroïques dont nos femmes de toute condition ont fait preuve pendant la guerre, notre pays ne parvient pas jusqu'ici à faire le geste généreux qui doit consacrer l'égalité, au point de vue électoral, entre les hommes et les femmes et donner à tous nos concitoyens le droit d'exprimer officiellement leurs volontés dans le fonctionnement de la cité.

Bien plus, au lieu de faire un pas en avant dans la voie du progrès, nous rétrogradons. Le vote de la mère veuve, déléguant ses droits à un de ses fils, a disparu à une époque où le suffrage de la femme faisait son entrée dans les parlements étrangers; et le vote du père de famille qui, sous le régime plural, constituait une représentation indirecte de l'épouse et des enfants, vient d'être immolé sur l'autel de l'*union sacrée*!

Et pourquoi cette différence de traitement entre les femmes belges et leurs sœurs, dont les vertus civiques ne sont pas supérieures à celles des nôtres? Disons-le sans ambages, parce que nos femmes sont religieuses; d'où l'on induit qu'elles voteraient peut-être en majorité pour le parti catholique.

Deux de nos anciens et regrettés collègues, MM. Paul Janson et Georges Lorand, en firent naguère l'aveu à la Chambre. M. Lorand redoutait que si l'on accordait le droit de vote à la femme, ce serait non la femme mais son confesseur qui voterait, avec autant de suffrages qu'il aurait de pénitentes.

Cette mentalité semblait, jusque dans ces derniers temps, propre aux pays de race latine, ou, si l'on veut, catholiques. Dans son rapport de 1909, fait au nom de la Commission du suffrage universel, sur la proposition de loi tendant à accorder aux femmes le droit de vote dans les élections aux Conseils municipaux, aux Conseils d'arrondissement et aux Conseils généraux, M. Ferdinand Buisson constate que toutes les objections à l'admission du suffrage féminin sont tombées, et que « le seul motif que l'on invoque » aujourd'hui contre l'établissement d'un suffrage universel qui n'exclura » plus des droits de l'homme la moitié du genre humain, c'est la peur de » certaines conséquences politiques ».

Cette peur, la France ne l'a plus eue, lorsque, il y a quelques semaines, la Chambre des Députés vota, à la presque unanimité, la proposition de M. Andrieux qu'il déposa, *sans vergogne*, — c'est lui qui le dit, — sur le bureau de la Chambre, disant que « les lois relatives à l'électorat, » en toute matière, sont applicables à tous les Français sans distinction de » sexe ⁽¹⁾ ». Il est vrai que le Sénat français a rejeté la proposition. Mais le vote de la Chambre n'en est pas moins une manifestation de la volonté nationale.

(1) Avis, présenté au nom de la Commission de l'Administration générale, départementale et communale, sur la proposition de loi de M. Dussaussoy tendant à accorder aux femmes le droit de vote dans les élections aux Conseils municipaux, aux Conseils d'arrondissement et aux Conseils généraux. (Séance du 30 janvier 1919.)

Plus récemment, la Chambre italienne a reconnu aux femmes le droit non seulement de voter, mais aussi d'être élues. Mais, en vertu d'une disposition transitoire, les onze millions d'électrices ne prendront pas part au prochain scrutin pour le renouvellement des Chambres législatives; elles sont cependant appelées à exercer leur droit électoral à la commune et à la province en 1920, date des élections communales et provinciales.

Voilà les deux principaux pays de race latine, la France et l'Italie, gagnés à l'électorat féminin. Aurons-nous le courage de les imiter? Suivrons-nous aussi l'exemple de l'Angleterre et de ses Dominions, les États-Unis, les pays scandinaves, qui ont adopté l'électorat féminin plus ou moins généralisé? N'est-ce pas assez humiliant déjà pour la Belgique, pays d'égalité et de liberté, de se voir devancer par ceux de race allemande où, il y a peu d'années, un tyran couronné ne voulut reconnaître à la femme d'autre droit que celui de soigner son ménage, d'élever ses enfants et d'aller à l'église?

Un membre de la Section centrale a demandé quels sont les pays qui ont adopté le suffrage féminin. La question semble ne plus devoir être posée, après l'énumération que nous venons de faire des peuples qui l'ont résolue. Nous pouvons affirmer aujourd'hui, sans crainte d'être contredit, que bientôt la Belgique serait seule à s'opposer à une réforme qui a conquis le monde.

Quelques objections.

Nous ne nous arrêterons pas à l'objection qui prétend que nos femmes belges ne sont pas préparées à exercer avec conscience leur droit électoral. Les ouvriers étaient-ils à même de l'exercer au moment où ce droit leur fut reconnu? Les femmes françaises et italiennes, qui ne s'attendaient guère à se voir en quelques jours investies de ce droit, sont-elles mieux préparées que les nôtres à l'exercer? Ce serait faire injure à nos femmes de sous-évaluer leur intelligence et de méconnaître qu'elles ont pour elles, avec l'amour de la patrie et de la famille, le souci de faire donner à leur pays des lois justes et utiles. Et, dans le domaine communal, ne seraient-elles pas aussi capables que les hommes de faire un choix judicieux parmi leurs concitoyens qui conviennent le mieux à l'administration de la cité? Ne le sont-elles pas autant que la plupart des hommes qui sont munis du suffrage universel?

Une autre objection consiste à dire que les femmes ne demandent pas le droit de vote. Il en est sans doute qui ne se soucient guère d'aller à l'urne; mais il a été démontré récemment, sans contre-épreuve, que beaucoup d'autres veulent user du droit qui est conféré à leurs sœurs des autres pays et qui, ainsi que le disait récemment le président Wilson, ne peut être refusé, si l'on veut rendre hommage au courage, au dévouement et à l'endurance dont elles ont fait preuve pendant la guerre.

Ce qui prouve davantage encore que les femmes veulent l'égalité politique,

c'est que, dans tous les pays où elles sont admises au scrutin, elles votent en aussi grand nombre que les hommes. Cela résulte à l'évidence de toutes les statistiques étrangères. En serait-il autrement en Belgique où le vote est d'ailleurs obligatoire ?

Un membre de la Section centrale a demandé que le Gouvernement fit connaître à la Chambre quels sont les pays où le suffrage des femmes a été admis, et quels ont été les résultats de cette admission ?

Après l'exposé que nous avons fait plus haut, il paraît inutile de poser la première question : Toutes les nations civilisées ont rendu justice à la femme ou le feront à leur tour. Il est impossible, en effet, qu'un droit que d'aucuns considèrent comme un droit naturel, reste plus longtemps méconnu, surtout dans les pays démocratiques.

Quant aux résultats, nous constatons que les bienfaits de l'électorat féminin sont tels que, dans aucun des pays où il a été établi, on ne songe à le supprimer. Bien plus, « on constate presque partout que la plupart de ceux » qui autrefois étaient adversaires se sentent aujourd'hui blessés quand on le » leur rappelle, et les autres croient sincèrement eux-mêmes qu'ils ont com- » mencé leur carrière politique comme partisans de l'affranchissement des » femmes ⁽¹⁾ ».

En sera-t-il autrement en Belgique ? Nous croyons que bientôt on s'écrasera sur le chemin de Damas.

Parmi les pays qui ont introduit dans leurs lois le suffrage féminin, citons encore une fois l'Australie. Un ordre du jour voté à l'unanimité par les deux Chambres, quelque temps avant la guerre, dit :

« La Chambre déclare que le vote des femmes, après seize ans d'adop- » tion dans différentes parties de l'Australie et neuf ans dans la Fédération » australienne, a pleinement justifié l'attente de ses partisans et trompé les » craintes et les noires prophéties émises par ses adversaires. Ses effets » ont été :

» a) *L'éducation graduelle des femmes à comprendre leur responsabilité » du bien-être de la communauté ;*

» b) *L'urgence de la législation sociale et domestique.*

» L'expérience a convaincu la Chambre que l'introduction du suffrage » féminin n'est que l'application à la politique du principe qui montre les » meilleurs résultats dans la sphère domestique, c'est-à-dire la coopération » de l'homme et de la femme pour le bien individuel et public ⁽²⁾. »

Et dans un document plus récent, la Chambre australienne fait appel aux pays démocratiques, les suppliant d'admettre les femmes à l'urne électorale. Nous sommes un pays démocratique ; resterons-nous indifférents à l'appel qui nous est adressé par des peuples assurément moins civilisés que le nôtre ?

(1) Jus Suffragii.

(2) Cité par M. Colaert à la Commission des XXXI, séance du 8 avril 1914.

L'état de la question en Belgique.

Le suffrage des femmes est conquis dans notre pays. Il n'y a plus qu'à lui donner la consécration législative. A part la gauche libérale qui est et restera sans doute irréductible, le Parlement belge semble vouloir instaurer les droits politiques des femmes. En 1902 déjà, quelques membres de la Droite votèrent la proposition de M. Vandervelde relative au vote des femmes à la commune et à la province, et cinquante-huit s'abstinrent. Parmi ces derniers figuraient MM. de Smet de Nayer, chef de Cabinet, et Woeste, le premier se déclarant en principe adversaire du vote féminin, mais ajoutant que son sentiment sur le fond de la question pourrait se modifier le jour où il faudrait envisager toutes les conséquences d'un droit de suffrage inorganisé; le second, plus catégorique ou moins réservé : « Il pourrait arriver, disait-il, telle circonstance où la Droite serait appelée à délibérer sur le point de savoir si le suffrage des femmes ne serait pas un moindre mal que le suffrage pur et simple et exclusif des hommes. »

Aujourd'hui la Droite réclame *unanimentement* l'admission des femmes aux urnes politiques. Elle est d'avis que si le suffrage universel pur et simple est admis, et constitue, comme l'a dit un jour M. Paul Janson, un droit naturel, on ne voit pas pour quelle raison la moitié du genre humain en serait exclue.

Et le parti socialiste? Nous avouons volontiers qu'il a introduit le suffrage féminin à la Chambre, par l'organe du regretté M. Hector Denis, qui fut suivi par l'honorable M. Vandervelde et, jusqu'en 1902, par tous leurs amis de la Chambre. Depuis lors, une minorité du parti socialiste, sous l'influence de la Gauche libérale, hésite. Il est resté, en majorité, partisan du principe de l'électorat féminin, mais il a borné son adhésion à l'électorat communal.

Le pacte du 10 avril a mis les choses au point : vote du projet proposé par le Gouvernement pour les Chambres avec représentation proportionnelle intégrale; adoption du suffrage féminin pour la commune avec faculté pour le parti libéral de le combattre.

Aujourd'hui on conteste la portée du pacte. On a été d'accord, dit-on, pour admettre le vote féminin à la commune; mais il n'a pas été question d'établir ce vote actuellement par la loi. C'est au corps électoral issu de l'élection législative prochaine à en délibérer et décider. La Chambre actuelle ne peut s'occuper que de projets et propositions de lois présentant un intérêt d'un caractère urgent et provisoires.

La majorité de la Section centrale estime, au contraire, que les Chambres actuelles, saisies tous les jours de projets de lois importants et qui doivent avoir un caractère définitif, ont le droit de légiférer en matière électorale. Pourquoi ne pourraient-elles pas établir un système électoral communal, alors qu'elles viennent de faire une loi électorale générale qui ne pourra être modifiée que par la future constituante?

Telle a été leur intention, affirment tous les membres de la droite qui

firent partie de la délégation du 10 avril; s'il avait été question de faire résoudre le problème par l'assemblée constituante, ils n'auraient point accepté le pacte. Ils étaient d'accord avec la grande majorité du groupe socialiste, et les gauches libérales se bornèrent à se réserver le droit de combattre le vote des femmes, dont ils ne voulaient pas. « Le parti libéral, » déclara M. Lemonnier, au nom de la gauche libérale, reste unanime-ment adversaire du vote des femmes; il estime cette réforme prématurée; » son avènement pourrait mettre en péril l'unité du pays. » (Séance du 10 avril) ⁽¹⁾.

Examen de la proposition dans les Sections.

Les Sections ont voté la proposition de MM. Impériali et consorts par 80 voix contre 52 et 1 abstention. La Section centrale s'y est ralliée par 5 voix contre 2. Un membre de l'opposition a demandé de pouvoir présenter une note de la minorité en réponse au rapport de la Section centrale. C'est son droit. Il a demandé aussi que le Gouvernement fit connaître à la Chambre quels sont les pays qui ont adopté le suffrage des femmes et quels ont été les résultats de l'admission de ce suffrage. Nous signalons ces demandes à l'attention du Gouvernement en faisant observer à nouveau que ces questions sont résolues plus haut, étant entendu d'ailleurs que les réponses du Gouvernement, de même que la remise d'une note de la minorité ne retarderaient pas le dépôt du rapport.

Le Rapporteur,
R. COLAERT.

Le Président,
EM. TIBBAUT.

(1) Voir l'exposé des négociations et des résolutions prises, dans le rapport de M. Goblet, sur la proposition de loi complétant le Code électoral et opérant la répartition proportionnelle des sièges législatifs par circonscriptions provinciales. (Séance du 31 juillet 1919, n° 269.)

NOTE DE MINORITÉ

Le projet de loi auquel est consacré le rapport de l'honorable M. Colaert doit être examiné au double point de vue de son principe et de son opportunité.

I

En ce qui concerne le principe.

Il ne viendra à l'esprit de personne de prononcer une exclusive, qui serait fondée sur l'inégalité des sexes et sur la subordination sociale de la femme — ainsi que certaines théories l'ont admis dans le passé.

Bien au contraire, nous proclamons que l'émancipation de la femme, que le développement de son instruction générale, que la suppression des injustices auxquelles elle est soumise en droit et en fait, sont choses d'extrême urgence et d'extrême importance, qui s'imposeront à l'attention du prochain législateur. En Belgique, plus qu'en d'autres pays, l'inaction prolongée des pouvoirs publics, notamment en matière d'enseignement féminin, a eu pour conséquence d'empêcher que, dans leur ensemble, les masses féminines aient pu se rendre aptes au discernement des grands intérêts généraux, lequel justifie la participation des citoyens à l'exercice de la souveraineté nationale.

C'est dire que les premières mesures à prendre sont d'ordre intellectuel, moral, social, juridique. Ce n'est que lorsque ces mesures sortiront leurs effets, que, progressivement, en faisant appel à des catégories successives d'électrices, les femmes pourront utilement et légitimement être appelées à exercer le pouvoir politique. A cette heure, l'appel immédiat de toutes les femmes âgées de 21 ans à l'électorat communal apparaît ainsi comme revêtu d'un caractère manifestement démagogique — le but réellement poursuivi étant de toute évidence, d'assurer, sur le pouvoir communal, la main-mise d'un parti politique, inquiet des conséquences qu'aura vraisemblablement pour lui, sur le terrain de la politique générale, l'instauration du suffrage universel.

II.

En ce qui concerne l'opportunité.

A. Le caractère de la proposition, esquissé ci-dessus, se confirme encore du fait que ses auteurs prétendent exiger de la Chambre actuelle, — dont le mandat est périmé et qui ne continue ses fonctions qu'à raison de nécessités nationales éminentes auxquelles il sera prochainement mis fin, — qu'elle adopte la réforme avant de se séparer. Il est inadmissible, alors qu'avant peu de semaines la nation confiera à de nouveaux mandataires un mandat régulier, et que, saisie du problème, elle aura pu faire connaître sa volonté, le Parlement élu en 1912 et en 1914, abuse, sans raisons valables d'urgence impérieuse, des pouvoirs qu'il exerce encore, pour engager dès à présent l'avenir. Conviée à un tel coup de force, la majorité du moment puisera dans son sentiment des responsabilités l'énergie qu'il lui faudra pour s'y refuser.

B. Cherchera-t-on une excuse ou un prétexte dans le fait d'un mouvement d'opinion violent, exigeant des satisfactions immédiates? Ce serait perdre le temps de la Chambre que d'entreprendre d'en démontrer l'inexistence. Jamais il n'a pu être dit avec plus de vérité qu'il n'y a d'agités que les agitateurs. Si certaines femmes belges — pas très nombreuses — croient à cette heure que la réforme dont il s'agit est mûre, elles ne trouveront certes pas excessif qu'il leur soit demandé d'attendre qu'en novembre prochain le corps électoral nouveau et élargi se prononce sur leur revendication.

C. Reste l'allégation que des engagements auraient été pris à l'occasion de l'accord conclu entre les partis politiques au sujet de la réforme électorale législative. Certes, le parti socialiste a affirmé sa volonté de voter, le moment venu, le suffrage féminin à la commune, en même temps que le parti libéral proclamait avec fermeté la thèse que nous avons énoncée et sa résolution de la défendre par tous les moyens parlementaires. Mais il n'existe aucune promesse de la part de quiconque de voter la réforme *au cours de la présente session* : et certes, si une telle exigence avait été formulée, l'objection décisive qui résulte de l'incompétence évidente du parlement prorogé n'eût pas manqué d'empêcher l'entente souhaitée de se réaliser.

*
* * *

Il semble inutile, en ce moment, étant donné l'état des travaux parlementaires, de suivre l'honorable rapporteur dans une discussion plus approfondie du projet.

Le respect que la Chambre professe pour la volonté nationale, et son souci de consacrer les derniers moments de son existence à des œuvres d'intérêt général et ne souffrant aucun retard, suffisent à donner à la minorité de la Section centrale la satisfaction qu'elle désire.

A l'heure actuelle, le débat sur le suffrage féminin n'est plus dans la Chambre ; il est devant le Pays. Il faut attendre que le Pays ait parlé.

ALBERT DEVÈZE.

Sous réserve de la thèse socialiste en matière de suffrage communal féminin, thèse dont le développement ici serait inutile, je fais miennes les observations précisées ci-dessus par l'honorable M. Devèze.

EUGÈNE BERLOZ.

(16)

Proposition de loi modifiant les lois du 11 avril 1895 relative à la formation des listes des électeurs communaux, et du 12 septembre 1895 relative aux élections communales, et visant spécialement l'admission des femmes à l'électorat communal.

TITRE PREMIER.

**Modifications
à la loi du 11 avril 1895.**

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions ci-après de la loi du 11 avril 1895 relatives à la formation des listes des électeurs communaux sont abrogées, remplacées ou modifiées de la manière suivante :

ARTICLE PREMIER. — Sont électeurs pour la commune ceux qui, sans distinction de sexe, possédant la qualité de Belge ou ayant obtenu la naturalisation, ont atteint l'âge de 21 ans et sont domiciliés dans la commune depuis six mois au moins.

ART. 2. — Les dispositions de l'article 2, alinéa 1^{er}, et des articles 20 à 23 du Code électoral (loi du 12 avril 1894) relatives à la constatation de la qualité d'électeur, aux exclusions et aux suspensions, sont applicables aux électeurs communaux.

L'article 61 dudit Code n'est applicable qu'aux sous-officiers, caporaux et soldats incorporés après le 11 novembre 1918.

La partie finale du 1^{er} alinéa du 2^e de l'article 21, à partir des mots : « ou de l'une des infractions », est modifiée

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 11 April 1895 op het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente en der wet van 12 September 1895 op de gemeenteverkiezingen, en inzonderheid tot toekenning, aan de vrouwen, van het kiesrecht voor de gemeente.

EERSTE TITEL.

**Wijzigingen
in de wet van 11 April 1895.**

EERSTE ARTIKEL.

Onderstaande bepalingen der wet van 11 April 1895 betreffende het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente worden ingetrokken, vervangen of gewijzigd als volgt :

EERSTE ARTIKEL. — Zijn kiezer voor de gemeente zij, die, zonder onderscheid van kunne, de hoedanigheid van Belg bezitten of de naturalisatie hebben bekomen en tevens den leeftijd van 21 jaar hebben bereikt en sedert ten minste zes maand hunne woonplaats in de gemeente hebben.

ART. 2. — Het bepaalde in artikel 2, 1^o lid, en in de artikelen 20 tot 23 van het Kieswetboek (wet van 12 April 1894) betreffende de vaststelling van de hoedanigheid van kiezer, de uitsluitingen en schorsingen, is van toepassing op de kiezers voor de gemeente.

Artikel 61 van dit Wetboek is slechts van toepassing op de onderofficieren, korporalen en soldaten die na 11 November 1918 werden ingelijfd.

Het slot van het 1^o lid van n^o 2^o van artikel 21, vanaf de woorden : « of wegens eene der overtredingen », wordt

comme suit : « ou de l'une des infractions prévues aux articles 311, 372 à 382, 387 à 395, 454 et 455 du Code pénal, au chapitre II, du titre I^{er} du livre II du même Code tel qu'il a été modifié par la loi du 4 août 1914 et par les arrêtés-lois du 11 octobre 1916 et du 8 avril 1917, ou prévues par la loi du 4 août 1914 sur l'accaparement ou par les arrêtés-lois du 10 décembre 1916 et du 8 octobre 1918 ».

ART. 3. — Est abrogé.

ART. 4. — Est abrogé.

ART. 5, alinéa 2. — Les mots : « depuis trois ans au moins », sont remplacés par : « depuis six mois au moins ».

ART. 7. — Sont abrogés les alinéas 7 et 8 de l'article 68 du Code électoral.

A l'alinéa 2 du même article, les mots : « depuis moins d'un an », sont remplacés par : « depuis moins de six mois ».

ART. 8. — Sont ajoutés les mots : « sauf les modifications résultant de la suppression des votes supplémentaires et de la réduction de la durée du domicile ».

Les dates et les délais fixés par ces dispositions seront remplacés par ceux que déterminera un arrêté royal.

TITRE II.

Modifications à la loi du
12 septembre 1895.

ART. 2.

Les dispositions ci-après de la loi du 12 septembre 1895 relatives aux élec-

gewijzigd als volgt : « of wegens eene der overtredingen voorzien bij de artikelen 311, 372 tot 382, 387 tot 395, 454 en 455 van het Strafwetboek, bij hoofdstuk II, titel I, boek II, van hetzelfde Wetboek zooals het werd gewijzigd door de wet van 4 Augustus 1914 en de besluit-wetten van 11 October 1916 en 8 April 1917, of voorzien bij de wet van 4 Augustus 1914 op den warenwoeker of bij de besluit-wetten van 10 December 1916 en 8 October 1918 ».

ART. 3. — Wordt ingetrokken.

ART. 4. — Wordt ingetrokken.

ART. 5, § 2. — De woorden : « sedert ten minste drie jaar », worden vervangen door de woorden : « sedert ten minste zes maand ».

ART. 7. — Lid 7 en lid 8 van artikel 68 van het Kieswetboek worden ingetrokken.

In lid 2 worden de woorden : « sedert min dan een jaar » vervangen door de woorden : « sedert min dan zes maand ».

ART. 8. — De volgende woorden worden toegevoegd : « behoudens de wijzigingen voortvloeiende uit de afschaffing van de bijkomende stemmen en uit de vermindering van den duur der woonplaats ».

De datums en de termijnen, door deze bepalingen vastgesteld, worden vervangen door die, bij koninklijk besluit vast te stellen.

TITEL II.

Wijzigingen in de wet van
12 September 1895.

ART. 2.

Onderstaande bepalingen der wet van 12 September 1895 betreffende de ge-

tions communales sont abrogées, remplacées ou modifiées de la manière suivante :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa premier de l'article 1^{er} est complété par la disposition suivante :

« La prochaine réunion des électeurs communaux à l'effet de procéder au renouvellement intégral des conseils communaux aura lieu le deuxième dimanche de novembre. »

ART. 2. — Le nombre « 400 » est remplacé par « 600 ».

ART. 8. — Le § 1^{er} est modifié comme suit :

« Le président de chaque bureau désigne comme assesseurs et assesseurs suppléants huit électeurs de la section. »

ART. 13. — Au premier alinéa, les mots : « jouissant du quadruple et subsidiairement du triple et du double vote », sont supprimés.

ART. 16. — Au troisième alinéa, les mots : « ainsi que le nombre de votes que les listes électorales lui attribuent pour les élections communales », sont supprimés.

ART. 18. — La partie finale de l'article 18, à partir des mots : « si des candidats sont présentés... », est supprimée.

ART. 20. — Sont supprimés, dans le deuxième alinéa, les mots : « pour une même série du conseil ou », et dans le troisième alinéa, les mots : « ou pour l'une des séries du conseil communal ».

ART. 21. — Le dernier alinéa est supprimé.

ART. 22. — Au premier alinéa, les mots : « de couleur blanche pour la première série et de couleur rose pour la seconde série », sont supprimés.

meenteverkiezingen worden ingetrokken, vervangen of gewijzigd als volgt :

EERSTE ARTIKEL. — Het eerste lid van dit artikel wordt aangevuld door de navolgende bepaling :

« De eerstkomende vergadering van de kiezers voor de gemeente om tot de geheele herkiezing van de gemeenteraden over te gaan heeft plaats den tweeden Zondag van November. »

ART. 2. — Het getal « 400 » wordt vervangen door « 600 ».

ART. 8. — Het eerste lid wordt gewijzigd als volgt :

« De voorzitter van elk bureel wijst acht kiezers der afdeeling aan als bijzitters en plaatsvervangende bijzitters. »

ART. 13. — In het eerste lid, worden de woorden : « die het vierdubbel stemrecht bezitten, of, zoo noodig, die het driedubbel of het dubbel stemrecht hebben » weggelaten.

ART. 16. — In het derde lid, worden de woorden : « alsmede het getal stemmen, dat de kiezerslijsten hem toekennen voor de gemeenteverkiezingen » weggelaten.

ART. 18. — De slotzin : « Indien kandidaten worden voorgesteld... » vervalt.

ART. 20. — Worden weggelaten, in het tweede lid, de woorden : « voor eene zelfde reeks van den raad of » en, in het derde lid, de woorden : « of voor eene der reeksen van den gemeenteraad ».

ART. 21. — Het laatste lid wordt weggelaten.

ART. 22. — In het eerste lid, worden de woorden : « van witte kleur voor de eerste reeks en van rozenkleur voor de tweede reeks » weggelaten.

ART. 28. — Au premier alinéa, *in fine*, les mots : « avec mention du nombre de voix qui leur est reconnu », sont supprimés.

Le dernier alinéa est complété comme il suit : « ou à ceux qui faisaient partie de l'armée avant le 12 novembre 1918 ».

ART. 29. — Le premier alinéa est modifié comme suit :

« L'électeur reçoit un bulletin des mains du président. »

Le dernier alinéa est supprimé.

ART. 31. — Au premier alinéa, les mots : « et séparément pour chacune des séries, s'il y a lieu, le nombre des bulletins qu'ils ont déposés dans l'urne, » sont supprimés.

ART. 39. — Les deux derniers alinéas sont supprimés.

ART. 40. — Les mots : « pour chacune des séries du conseil et », sont supprimés.

ART. 42. — Cet article est remplacé par le suivant :

« Lorsqu'il n'y a qu'un membre à élire, le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages est élu. »

ART. 43. — Cet article est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsqu'il y a plus d'un membre à élire, il est pourvu aux sièges conformément aux règles suivantes : »

ART. 45. — Les alinéas 2 et 3 sont supprimés.

ART. 48. — Les mots : « pour les deux séries du conseil communal ou », sont supprimés, ainsi que les mots : « série ou ».

ART. 52 à 61. — Les articles 52 à 61 sont supprimés.

ART. 28. — Aan het slot van het eerste lid vervallen de woorden : « met vermelding van het getal stemmen dat hun toegekend werd ».

Het laatste lid wordt aangevuld als volgt : « noch op hen, die vóór 12 November 1918 deel uitmaakten van het leger ».

ART. 29. — Het eerste lid wordt gewijzigd als volgt :

« De kiezer ontvangt een stembrief uit handen van den voorzitter ».

Het laatste lid vervalt.

ART. 31. — In het eerste lid, worden de woorden : « en, desgevallende afzonderlijk voor elke reeks, het getal der in de bus gestoken kiesbrieven » weggelaten.

ART. 39. — Het voorlaatste lid en het laatste lid vervallen.

ART. 40. — De woorden : « voor elke reeks van den raad en » worden weggelaten.

ART. 42. — Dit artikel wordt vervangen door de navolgende bepaling :

« Is er slechts één lid te verkiezen, dan wordt benoemd de kandidaat, die de meeste stemmen heeft verkregen. »

ART. 43. — Dit artikel wordt vervangen door de navolgende bepaling :

« Is er meer dan één lid te verkiezen, dan worden de zetels begeven naar de volgende regelen : »

ART. 45. — Lid 2 en lid 3 vervallen.

ART. 48. — Worden weggelaten de woorden : « voor de twee reeksen van den gemeenteraad of », alsmede de woorden : « reeks of ».

ART. 52 tot 61. — De artikelen 52 tot 61 vervallen.

ART. 62. — Au deuxième alinéa, les mots : « comme aux élections pour la désignation des conseillers communaux supplémentaires », sont supprimés.

Au troisième alinéa, la partie finale, à partir des mots : « L'absence à une élection... », sont remplacés par la disposition suivante :

« L'absence à une élection communale succédant à une absence à une élection provinciale ou générale, ne constitue pas le délinquant en état de récidive. »

ART. 64. — Au premier alinéa, les mots : « comme aux élections pour la désignation des conseillers communaux supplémentaires », sont supprimés.

ART. 70. — Le dernier alinéa est supprimé.

ART. 75. — Le dernier alinéa est supprimé.

ART. 76. — Le dernier alinéa est supprimé.

ART. 77. — Cet article est supprimé.

ART. 79. — Cet article est supprimé.

ART. 82. — Cet article est remplacé par la disposition suivante :

« Les membres du corps communal sortant lors du renouvellement ordinaire ou d'un renouvellement extraordinaire à la suite d'une dissolution des conseils communaux et les démissionnaires restent en fonction jusqu'à ce que les pouvoirs de leurs successeurs aient été vérifiés.

ART. 84. — Le dernier alinéa est supprimé.

ART. 62. — In het tweede lid, worden de woorden : « evenals op de verkiezingen voor de aanwijzing der toegevoegde gemeenteraadsleden » weggelaten.

In het derde lid, wordt de slotzin : « De afwezigheid bij eene verkiezing... » vervangen door de navolgende bepaling :

« De afwezigheid bij eene gemeenteverkiezing, volgende op eene afwezigheid bij eene verkiezing voor de provincie of voor de Kamers, stelt den overtreders niet in staat van hervalling. »

ART. 64. — In het eerste lid, worden de woorden : « evenals op de verkiezingen voor de aanwijzing der toegevoegde gemeenteraadsleden » weggelaten.

ART. 70. — Het laatste lid vervalt.

ART. 75. — Het laatste lid vervalt.

ART. 76. — Het laatste lid vervalt.

ART. 77. — Dit artikel wordt weggelaten.

ART. 79. — Dit artikel wordt weggelaten.

ART. 82. — Dit artikel wordt vervangen door de navolgende bepaling :

« De leden van het gemeentekorps, aftredende bij de gewone vernieuwing of bij eene buitengewone vernieuwing wegens ontbinding van de gemeenteraden, alsmede de ontslagnemers blijven in bediening totdat de geloofsbrieven hunner opvolgers zijn goedgekeurd ».

ART. 84. — Het laatste lid vervalt.

ART. 3.

Les instructions pour l'électeur, visées à l'article 16, sont modifiées comme suit :

2. L'électeur peut voter pour candidats au Conseil communal [savoir : pour la section de ; pour la section de ; etc, (1)].

3. Au premier alinéa, les mots : [pour chaque section (1)] sont supprimés.
Le troisième alinéa est supprimé.

5. Cette disposition est remplacée par la suivante :

« L'électeur, sur remise de sa lettre de convocation, reçoit un bulletin des mains du président. Après avoir arrêté son vote, il lui montre son bulletin, plié en quatre à angles droits, le timbre étant à l'extérieur, et il le dépose dans l'urne après avoir fait estampiller sa lettre de convocation par le président ou par l'assesseur délégué; puis il sort de la salle. »

6. Les mots : « ses bulletins », sont remplacés par : « son bulletin ».

8. Après les mots : « et soldats », est intercalée la phrase suivante : « qui ne faisaient pas partie de l'armée avant le 12 novembre 1918. »

ART. 4.

Le Gouvernement fera coordonner les dispositions de la présente loi avec celles des lois des 11 avril 1895 et du 12 septembre 1895 qui restent en vigueur.

ART. 3.

De bij artikel 16 bedoelde onderrichtingen voor den kiezer worden gewijzigd als volgt :

2. De kiezer mag stemmen voor kandidaten voor den gemeenteraad [namelijk : voor de wijk ; voor de wijk ; enz. (1)].

3. In het eerste lid, worden de woorden : [voor elke wijk (1)] weggelaten.
Het derde lid vervalt.

5. Deze bepaling wordt vervangen door den volgende tekst :

« Bij het afgeven van zijnen oproepingsbrief ontvangt de kiezer eenen stembrief uit handen van den voorzitter. Na zijne stemming te hebben uitgebracht, toont hij hem zijnen stembrief, rechthoekig in vieren gevouwen en met den stempel op de buitenzijde, en steekt hij hem in de bus na zijnen oproepingsbrief te hebben doen stempelen door den voorzitter of den afgevaardigden bijzitter; daarna verlaat hij de zaal. »

6. De woorden : « zijne kiesbrieven » worden vervangen door de woorden : « zijnen stembrief ».

8. Na de woorden : « en soldaten » wordt het volgende ingevoegd : « die vóór 12 November 1918 geen deel uitmaakten van het leger. »

ART. 4.

De Regeering wordt gelast de bepalingen van deze wet samen te ordenen met die der wetten van 11 April 1895 en van 12 September 1895, welke van kracht blijven.

Le texte des dispositions coordonnées, formant les lois relatives à la formation des listes des électeurs communaux et aux élections communales sera inséré au *Moniteur*.

De tekst van de samengeordende bepalingen, welke de wetten op het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente en op de gemeenteverkiezingen uitmaken, zal in het *Staatsblad* opgenomen worden.

R. COLAERT.

H. CARTON DE WIART.

P. SEGERS.

MICHEL LEVIE.

P. DE LIEDEKERKE.

FERNAND DE WOUTERS.

(JIM)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 DECEMBER 1919.

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 11 April 1895 op het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente en der wet van 12 September 1895 op de gemeenteverkiezingen, alsmede tot toekenning, aan de vrouwen, van het kiesrecht voor de gemeente.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Op 7 Mei 1919 had de heer Imperiali c. s. de eer aan de Kamer voor te leggen een wetsvoorstel betreffende het kiesrecht voor de gemeente en inzonderheid het kiesrecht der vrouwen voor de gemeente.

Het voorstel, aan het onderzoek der afdeelingen onderworpen, werd aangenomen met 80 stemmen tegen 52 en ééne onthouding. De Middenafdeeling nam het op hare beurt aan met 5 stemmen tegen 2 en gelastte den heer Colaert, een der onderteekenaars van het voorstel, daarover verslag bij de Kamer uit te brengen. Dit verslag, op 16 Juli ingediend, is vervallen ten gevolge van de ontbinding der Kamers, evenals het voorstel zelf.

Twee onderteekenaars van het voorstel zijn in de Kamer niet meer teruggekeerd. Zij werden vervangen door de heeren de Liedekerke en de Wouters d'Oplinter.

Wij hebben de eer het voorstel opnieuw in te dienen, overtuigd dat, naar luid van de overeenkomst gesloten tusschen de Rechterzijde en meest al de leden van de socialistische Linkerzijde, aan het onderzoek en de behandeling daarvan de gunstbeurt zal toegekend worden, welke de vorige Kamer daaraan verleend heeft.

De oplossing van het vraagstuk is overigens werkelijk spoedvereischend. De gemeenteverkiezingen, welke in den loop van 1919 niet konden plaats

hebben, kunnen niet tot na 1920 worden verdaagd. De beschouwingen, hieromtrent in de Toelichting van het voorstel-Imperiali c. s. uiteengezet, blijven bestaan en het is te vreezen dat het eerste artikel, waarbij de leeftijd van 21 jaar en de woonplaats van zes maanden in de gemeente worden aangenomen — wel te verstaan, zonder onderscheid van kunne — bij de aanstaande en onvermijdelijke gemeenteverkiezingen onmogelijk kan toegepast worden, bijaldien niet spoedig over ons voorstel wordt uitspraak gedaan.

Opdat de Kamer zich spoediger en gemakkelijker van hare taak kunne kwijten, deelen wij als bijlagen mede de teksten van het vroegere voorstel met zijne toelichting, het verslag van de Middenafdeeling en de nota der minderheid, waarbij wij ons aansluiten; tevens verzoeken wij de Kamer het aan het hooft van hare dagorde te willen brengen.

R. COLAERT.

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 11 April 1895 op het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente en der wet van 12 September 1895 op de gemeenteverkiezingen.

VERGADERING VAN 7 MEI 1919

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Wij hebben de eer een wetsvoorstel betreffende het kiesrecht voor de gemeente aan de beraadslagingen der Kamer te onderwerpen.

Dit voorstel beoogt de oplossing van een der talrijke vraagstukken, waarom het land zich bekommert op het oogenblik dat zijne bevrijding de gewichtige vraag van den nationalen wederopbouw doet oprijzen.

Het mandaat van eene reeks gemeenteraadsleden is vervallen en werd bij een besluit-wet verlengd; de andere reeks treedt in 1919 af.

Op het eerste gezicht schijnt hier dus niets ongewoons te bestaan.

Werkelijk is het echter anders. Inderdaad, in talrijke gemeenten werd het getal gemeenteraadsleden gedurende den oorlog zeer gedund.

Sommige raden hebben niet meer het wettelijk getal leden, vereischt om geldig te kunnen beraadslagen.

In andere raden is het getal op het streng noodige geslonken, zoodat het voor die raden feitelijk hoogst moeilijk is, in de normale voorwaarden te vergaderen.

Daaruit volgt dat tal van gemeenten, vooral op het platteland, werkelijk van hunne hoofdzakelijke instellingen beroofd zijn, en wel wanneer het ten gevolge van den oorlog uiterst moeilijk is, het beheer der zaken waar te nemen.

Deze toestand is zeer erg en het is dringend noodig dat de gemeenteraden zoo spoedig mogelijk weer hersteld worden.

* Dat is des te meer noodig, daar de gemeenteoverheden, wegens de gevolgen van de handelingen der bezetting, beslissingen moeten nemen, die wellicht voor een lange toekomst verbindend zijn; bijgevolg moet men aan de gemeenteraden een nieuw gezag verleen.

De wet, waarvan sprake is, moet de aanstaande herkiezing van de gemeenteraden voorzien en deze toelaten zich aan te vullen, niet door het meervoudig stemrecht, maar door het algemeen stemrecht.

Het is overbodig aan te dringen op de onderscheidene wijzigingen, die wij brengen in de thans van kracht zijnde wet. De lange debatten, die pas een einde namen door eene eenparige aanneming van het algemeen stemrecht in het Parlement, billijken de aangeprezen maatregelen.

Wij stellen den leeftijd van 21 jaar voor, met zes maanden verblijf. Wat het vrouwenkiesrecht betreft, dient daarvan te worden gesproken?

Vele uitstekende mannen, zonder onderscheid van partij, hebben altijd geoordeeld dat het vrouwenkiesrecht eene zaak van recht en billijkheid is.

Deze meening schijnt thans ingang te vinden in de gansche wereld; in alle landen met een volksregeering wordt het vrouwenkiesrecht achtereenvolgens ingevoerd, op grond dat de vrouw het recht heeft deel te nemen aan het beheer en de vrijwaring harer belangen.

Zou men zich, na de lessen van den oorlog, nog kunnen verzetten tegen die rechtvaardige hervorming?

De vrouwen hebben door hunne houding en door hunne daden recht op medezeggenschap verworven gelijk de mannen, en, werd in het verleden hun natuurlijk recht onder den drang van niet te rechtvaardigen overleveringen miskend, zou het dan geen schreeuwend onrecht zijn het voortaan nog te miskennen?

Wij stellen vervolgens de algeheele evenredige vertegenwoordiging voor. Eene wijziging wenschen wij te zien invoeren, namelijk die van de geheele herkiezing, om de acht jaren, in eene enkele reeks.

Thans reeds worden de senatoren, de provinciale raadsleden en de gemeenteraadsleden voor acht jaren verkozen; hunne mandaten worden echter, voor de helft, om de vier jaren hernieuwd. Deze maatregel was gerechtvaardigd, toen de evenredige vertegenwoordiging nog niet bestond; immers, klaarblijkelijk waren de zwaarwichtige bezwaren die uit een volledige hernieuwing van een politiek lichaam konden voortvloeien ten gevolge van eene kentering der openbare meening. De nieuw aangekomenen dienden er « ouderen » te ontmoeten om ze op de hoogte van hunne nieuwe taak te brengen. Door de evenredige vertegenwoordiging behoeft men niet te vreezen dat, bij eene verkiezing, een politiek lichaam heelemaal uit nieuwe leden zou bestaan.

De schommelingen van de politiek zullen nooit een volledige verandering brengen in de verkozenen der gemeenten. Waarom zou men dan zoo dikwijls de openbare meening in beroering brengen? Nooit beraadslagen de politieke of besturende lichamen met grootere kalmte dan wanneer zij van verkiezingsbekommelingen bevrijd zijn.

Wij behouden bijgevolg den duur van acht jaren voor het mandaat der gemeenteraadsleden, doch wij stellen de volledige vernieuwing voor bij eene enkele verkiezing en in ééne reeks; zóó vallen de twee thans bestaande reeksen weg.

Wij behouden ook het recht om voor kandidaten van verschillende lijsten te stemmen, zooals dit in de tegenwoordige wet bestaat. Wij achten zulks noodig. Bij zuiver politieke verkiezingen, als de verkiezingen voor de Wetgevende Kamers, is het gerechtvaardigd bedoeld recht te onzeggen; maar evenzeer zijn wij van meening dat bij de gemeenteverkiezingen, waaruit elke politiek zou moeten wijken, de kiezer het recht hebben moet om degenen te verkiezen, die hij het bekwaamst acht om zijne gemeente goed te besturen.

Wij schaffen de toegevoegde gemeenteraadsleden af. De openbare meening schijnt dien maatregel algemeen te eischen.

De overige wijzigingen, welke deze wet invoeren zou, vloeien voort uit de hoofdzakelijke beginselen, die wij zooeven opsomden.

Wij hopen dat de Kamer de vraagstukken, door dit wetsvoorstel te berde gebracht, spoedig oplossen zal, opdat de gemeenteraden in November aanstaande kunnen aangevuld en vernieuwd worden. Daartoe is geen bijzondere wet noodig. De mandaten van eene reeks, verlengd dóór het besluit-wet van 1918, zijn vervallen ten gevolge van het ophouden van den oorlog; de mandaten van de andere reeks vervallen op den gewonen tijd. Wij hopen dat dit voorstel met dezelfde vaderlandsche eensgezindheid zal worden onthaald als het ontwerp op de verkiezingen voor de Wetgevende Kamers.

Markies IMPERIALI.

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 11 April 1895 op het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente en der wet van 12 September 1895 op de gemeenteverkiezingen ⁽¹⁾.

VERGADERING VAN 16 JULI 1919.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER COLAERT.

MIJNE HEEREN,

Ibsen heeft gezegd dat de XIX^e eeuw de eeuw van den werkman is geweest en dat de XX^e eeuw de eeuw van de vrouw zou zijn. Wie met eenige aandacht den vooruitgang der vrouwenbeweging in de verscheidene landen van de wereld heeft gevolgd, moet erkennen dat de vermaarde Noorweegsche socioloog profeet is geweest.

Wij behandelen de zaak hier niet in sociaal opzicht. De hervormingen, in de wetgeving van meest alle andere landen op dit gebied ingevoerd, zijn niet meer te tellen. Zelfs in ons land, zoo lang gekant tegen de feministische theorieën, heeft ons burgerlijk recht in het voordeel der vrouwen verscheidene wijzigingen ondergaan, bijzonder wat betreft het optreden als getuigen bij de akten van den burgerlijken stand en als leden van de familieraden. Op sociaal gebied werden belangrijke hervormingen ingevoerd, en men voorziet dat andere zullen volgen. Men mag zeggen dat, op dit gebied, het feminisme aan de dagorde staat van het Belgisch Parlement.

Hoe is het met feminisme gelegen op politiek gebied? Nog geen twintig jaar geleden, konden wij de landen, waar de vrouwen toegelaten waren hunne gemeenteraadsleden te kiezen, op de vingers tellen. Zeldzamer nog waren die, waar het stemrecht voor de Wetgevende Kamers haar was toe-

(1) Wetsontwerp, n^o 157.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer TIBBAUT, bestond uit de heeren WOESTE, COLAERT, VAN CAUWELAERT, BERLOZ en DEVÈZE.

gekend. Thans is de uitzondering regel geworden, en men kan zeggen dat eerlang slechts enkele volkeren van Latijnsch ras zullen overblijven, die aan de helft hunner medeburgers den toegang tot de politieke stembus zullen weigeren.

Onder deze volkeren schijnt België den eersten rang te willen behouden. Ons land, zoo terecht trotsch op den vooruitgang dien het op elk gebied heeft verwezenlijkt, dat in zijne Grondwet de gelijkheid van alle Belgen voor de wet verkondigt, dat elken dag de heldendeugd verheerlijkt, waarvan de vrouwen uit elken stand gedurende den oorlog blijk hebben gegeven, ons land kon tot dusverre niet overgaan tot de edelmoedige daad, welke de gelijkheid tusschen mannen en vrouwen voor de verkiezingen moet huldigen, en aan al onze landgenooten het recht moet verleenen om officieel hun wil te doen kennen in den gang van den Staat.

Wat meer is, in plaats van op den weg van den vooruitgang een stap verder te zetten, gaan wij achteruit. Het stemrecht van de moeder-weduwe, die hare rechten overdraagt aan een harer zonen, is verdwenen op het oogenblik dat het vrouwenstemrecht zijn ingang deed in de buitenlandsche parlementen; en het stemrecht van het gezinshoofd, dat, onder het meervoudig stelsel, eene onrechtstreeksche vertegenwoordiging van de echtgenooten en van de kinderen was, wordt ten offer gebracht op het altaar van den *Godsvrede*!

En waarom dit verschil van behandeling tusschen de Belgische vrouwen en hare zusters, wier burgerdeugd niet hooger staat dan die der onze? Zeggen wij het zonder omwegen : omdat onze vrouwen geloovig zijn; daaruit leidt men af dat zij misschien in meerderheid zouden stemmen voor de Katholieke partij.

Twec van onze vroegere en betreurde medeleden, de heeren Paul Janson en Georges Lorand, bekenden het eertijds in de Kamer. De heer Lorand vreesde dat, wanneer men stemrecht aan de vrouwen verleende, niet de vrouw, maar haar biechtvader zou stemmen, met evenveel stemmen als hij boetelingen hebben mocht.

Deze meening scheen tot in de jongste tijden te overheerschen in de latijnsche of, zoo ge wilt, in de katholieke landen. In zijn verslag van 1909, uitgebracht namens de Commissie van het algemeen stemrecht, over het wetsvoorstel tot verleening van het stemrecht aan de vrouwen bij de verkiezingen voor de Municipale Raden, de Arrondissementsraden en de Algemeene Raden, stelt de heer Ferdinand Buisson vast, dat al de opwerpingen tegen de invoering van het vrouwenstemrecht vervallen zijn en dat « de » eenige reden, die men tegenwoordig inbrengt tegen het invoeren van » een algemeen stemrecht dat de rechten van den mensch niet ontzegt » aan de helft van het menschedom, de vrees is voor sommige politieke » gevolgen ».

Deze vrees heeft Frankrijk niet meer gekend, wanneer, enkele weken geleden, de Kamer van Afgevaardigden zich bijna eenparig aansloot bij het voorstel van den heer Andrieux dat hij *zonder schaamte* — zoo zei hij

zelf — aan de Kamer voorlegde, krachtens hetwelk « de wetten betreffende » het kiesrecht, op elk gebied, van toepassing zijn op alle Franschen zonder » onderscheid van geslacht ⁽¹⁾. » Het is waar dat de Fransche Senaat het voorstel heeft verworpen. Niettemin is de stemming der Kamer een blijk van 's lands wil.

Niet zoo lang geleden heeft de Italiaansche Kamer aan de vrouwen het recht verleend niet alleen te stemmen, maar ook om verkozen te worden. Krachtens eene overgangsbepaling zullen echter de 11 miljoen vrouwelijke kiezers niet deelnemen aan de eerstkomende verkiezing voor de hernieuwing der Wetgevende Kamers; zij worden evenwel aangezocht hun kiesrecht uit te oefenen voor de gemeente en de provincie in 1920, wanneer tot de verkiezingen voor provincie en gemeente zal worden overgegaan.

Zoo zijn dus de twee bijzonderste landen van latijnsch ras, Frankrijk en Italië, voor het vrouwenstemrecht gewonnen. Zullen wij den moed hebben ze na te volgen? Zullen wij het voorbeeld volgen van Engeland en zijne Dominions, van de Vereenigde Staten, van de Scandinavische landen, die een min of meer algemeen vrouwenstemrecht hebben aangenomen? Is het reeds niet vernederend genoeg voor België, het land van gelijkheid en van vrijheid, dat wij voorbijgestreefd worden door de landen van Duitsch ras, waar enkele jaren geleden, een gekroonde dwingeland aan de vrouw geen ander recht wilde toekennen dan dit, voor haar huishouden te zorgen hare kinderen op te brengen en naar de kerk te gaan.

Een lid van Middenafdeeling vroeg in welke landen het vrouwenstemrecht werd ingevoerd. De vraag schijnt niet meer gesteld te moeten worden na bovenstaande opsomming der volkeren die ze hebben opgelost. Zonder vrees voor tegenspraak kunnen wij thans staande houden dat België weldra het eenige land zal zijn, dat zich verzet tegen eene hervorming die overal is doorgedrongen.

Eenige Opmerkingen.

Wij zullen niet stil blijven bij de opmerkingen dat de Belgische vrouwen niet voorbereid zijn om haar stemrecht in geweten uit te oefenen. Waren de werklieden in staat dit uit te oefenen op het oogenblik, waarop dit recht hun werd toegekend? Zijn de Fransche en Italiaansche vrouwen, die er zich niet aan verwachtten zoo op eens in bezit van dit recht te komen, beter dan de onze voorbereid om het uit te oefenen? Het zou een smaad zijn voor onze vrouwen, haar verstand te onderschatten en te ontkennen dat zij, bij hare liefde voor vaderland en gezin, zich ook bekommeren om

⁽¹⁾ Advies, namens de Commissie van het Algemeen Bestuur, van het departements- en gemeentebestuur uitgebracht over het wetsvoorstel van den heer Dussaussoy tot verleening, aan de vrouwen, van het stemrecht bij de verkiezingen voor de Municipale Raden, de Arrondissementsraden en de Algemeene Raden. (Vergadering van 30 Januari 1919.)

aan het land rechtvaardige en nuttige wetten te doen schenken. En, wat de gemeente betreft, zouden zij niet zoo bekwaam zijn als de mannen om een verstandige keuze te doen onder hunne medeburgers die voor het bestuur der gemeente het best geschikt zijn? Zijn zij niet even bekwaam als de meeste mannen, die algemeen stemrecht bezitten?

Eene andere opwerping steunt hierop, dat de vrouwen het stemrecht niet vragen. Ongetwijfeld zijn er, die er zich niet om bekommeren naar de stembus te gaan; doch onlangs werd zonder tegenspraak bewezen dat vele andere van het recht willen gebruik maken, hetwelk aan hare zusters in de andere landen werd verleend, en, zooals President Wilson het onlangs zegde, niet mag ontzegd worden, indien men wil hulde brengen aan den moed, de toewijding en de volharding waarvan zij gedurende den oorlog blijk hebben gegeven.

Wat nog meer bewijst dat de vrouwen de politieke gelijkheid verlangen, is het feit, dat in alle landen, waar zij tot de stembus zijn toegelaten, zij even talrijk gaan stemmen als de mannen. Dit blijkt zeer klaar uit alle buitenlandsche statistieken. Zou het anders zijn in België waar het stemmen overigens verplichtend is?

Door een lid van de Middenafdeeling werd gevraagd, dat de Regeering aan de Kamer zou mededeelen in welke landen het vrouwenstemrecht werd ingevoerd en welke daarvan de uitslagen waren?

Na bovenstaande uiteenzetting komt het nutteloos voor, de eerste vraag tot de Regeering te richten: Al de beschaafde natiën hebben aan de vrouwen recht laten wedervaren of zullen dit beurtelings doen. Het is inderdaad onmogelijk dat een recht, door sommigen aangezien als een natuurlijk recht, nog langer miskend blijft, vooral in de democratische landen.

Wat de uitslagen betreft, stellen wij vast dat de weldaden van het vrouwenkiesrecht van zoodanigen aard zijn dat men in geen enkel land, waar het werd ingevoerd, er aan denkt het af te schaffen. Integendeel, « bijna » overal stelt men vast dat meest al degenen, die er vroeger tegen waren, » zich thans gekrenkt voelen, wanneer men hen er aan herinnert, en » de overigen meenen eerlijk dat zij zelf hunne politieke loopbaan begonnen » als voorstanders van de vrijmaking der vrouwen ⁽¹⁾ ».

Zal het in België anders gaan? Wij meenen dat men zich weldra zal verdringen op den weg naar Damascus.

Noemen wij, onder de landen die het vrouwenstemrecht hebben ingevoerd, nogmaals Australië. Eene dagorde, kort vóór den oorlog aangenomen door de twee Kamers, luidt :

« De Kamer verklaart dat het vrouwenstemrecht, na zestien jaar te zijn » toegepast in verschillende gedeelten van Australië en negen jaar in den » Australischen Statenbond, ten volle de verwachting van zijne voorstanders

(1) *Jus Suffragii*.

» gerechtvaardigd en de vrees en de donkere voorspellingen van zijne
» bestrijders beschaamd heeft. Zijne gevolgen waren :

» a) *De trapsgewijze opleiding der vrouwen tot het begrip harer verantwoordelijkheid in het welzijn der gemeenschap ;*

» b) De hoogdringendheid der sociale wetten en der huiswetten.

» De ondervinding heeft de Kamers er van overtuigd, dat het invoeren
» van het vrouwenstemrecht enkel de toepassing is, op het politiek, van het
» beginsel dat de beste uitslagen oplevert in den huiskring, namelijk, de
» samenwerking van man en vrouw voor het individueel en het openbaar
» welzijn » (1).

En in een stuk van jongeren datum doet de Australische Kamer een beroep op alle democratische landen om de vrouwen tot de stembus toe te laten. Wij leven in een democratisch land; zullen wij onverschillig blijven voor den oproep, die ons wordt toegezonden door volkeren, voorzeker minder beschaafd dan het onze?

Stand der zaak in België.

Het vrouwenstemrecht is in ons land gewonnen. Het dient nog slechts door de wetgeving bekrachtigd te worden. Behalve de liberale linkerzijde, die niet wil toegeven en ongetwijfeld niet toegeven zal, schijnt het Belgisch Parlement de politieke rechten der vrouw te willen erkennen. Reeds in 1902 stemden enkele leden der rechterzijde voor het voorstel van den heer Vandervelde betreffende het vrouwenstemrecht voor gemeente en provincie; acht en vijftig onthielden zich. Onder deze laatsten waren de heeren de Smet de Nayer, cabinetshoofd, en Woeste; de eerste verklaarde zich tegenstander van het vrouwenstemrecht, maar voegde erbij dat zijne meening over den grond der zaak zou kunnen veranderen wanneer men al de gevolgen van een niet georganiseerd kiesrecht zou moeten onderzoeken; de tweede was meer beslist of minder terughoudend : « Het zou kunnen gebeuren, zegde hij, dat de Rechterzijde op een gegeven oogenblik zou te beraadslagen hebben over de vraag, of het vrouwenstemrecht geen minder kwaad zou zijn dan het zuiver, eenvoudig en uitsluitend stemrecht van de mannen ».

Thans eischt de Rechterzijde *eenparing* de toelating der vrouwen tot de politieke stembus. Zij is van meening dat, zoo het algemeen zuiver en eenvoudig stemrecht aangenomen wordt, en, zooals eens de heer Paul Janson zei, een natuurlijk recht is, men niet inzielt waarom dit aan de helft van het menschedom zou onzegd worden.

En de socialistische partij? Graag geven wij toe dat zij het vrouwenstemrecht voor de Kamer heeft gebracht bij monde van den betreurden heer

(1) Woorden aangehaald door den heer Colaert in de Commissie der XXXI, vergadering van 8 April 1914.

Hector Denis, die gesteund wordt door den achtbaren heer Vandervelde en, tot 1912, door al hunne vrienden in de Kamer. Sedertdien, onder invloed van de liberale linkerzijde, aarzelt eene minderheid van de socialistische partij. In meerderheid blijft zij het beginsel van het vrouwenstemrecht voorstaan, maar zij heeft hare instemming beperkt tot het kiesrecht voor de gemeente.

Het vergelijk van 10 April heeft de zaak op haar juist standpunt gebracht: aanneming van het ontwerp, door de Regeering voorgesteld voor de Kamers, met algeheele evenredige vertegenwoordiging; aanneming van het vrouwenstemrecht voor de gemeente met, voor de liberale partij, vrijheid dit te bestrijden.

Thans betwist men de beteekenis van dit vergelijk. Men was het eens, zegt men, om het vrouwenstemrecht voor de gemeente aan te nemen; er was echter geen sprake van, dit stemrecht thans door eene wet in te voeren. Aan de Kamer die, na de aanstaande verkiezingen zal optreden, behoort het daarover te beraadslagen en te beslissen. De tegenwoordige Kamer mag zich enkel bezighouden met de wetsontwerpen en wetsvoorstellen van dringend en tijdelijk belang.

De meerderheid van de Middenafdeeling is, integendeel, van meening dat de tegenwoordige Kamers, waaraan elken dag worden voorgelegd gewichtige wetsvoorstellen die een definitief karakter moeten hebben, gerechtigd zijn om die kieszaken te regelen. Waarom zouden ze niet een stelsel van kiesrecht voor de gemeente kunnen invoeren, wanneer zij zoo kort geleden eene algemeene kieswet hebben gemaakt, die slechts door de toekomstige Grondwetgevende Vergadering zal kunnen gewijzigd worden?

Dit was wel hun inzicht, bevestigen al de leden der rechterzijde die deel uitmaakten van de afvaardiging van 20 April; ware er sprake van geweest, het vraagstuk te doen/oplossen door de Grondwetgevende Vergadering, dan zouden zij het vergelijk niet hebben aangenomen. Zij waren het eens met de meerderheid van de socialistische groep, en de liberale linkerzijden behielden zich enkel het recht voor, het vrouwenstemrecht, dat zij niet aannamen, te bestrijden. « De liberale partij, verklaarde de heer » Lemonnier, namens de liberale linkerzijde, blijft eenparig gekant tegen » het vrouwenkiesrecht; zij acht deze hervorming voorbarig; de invoering » daarvan zou de eenheid van het land kunnen in gevaar brengen. » (Vergadering van 10 April) (1).

Onderzoek van het voorstel in de Afdeelingen.

De Afdeelingen hebben het voorstel van den heer Imperiali c. s. aangenomen met 80 stemmen tegen 52, en 1 onthouding. De Middenafdeeling

(1) Men leze de uiteenzetting der onderhandelingen en der getroffen beslissingen in het verslag van den heer Goblet over het wetsvoorstel tot aanvulling van het Kieswetboek en tot invoering van de evenredige verdeling der Kamerzetels per provincieomschrijving. (Vergadering van 31 Juli 1919, n^o 269).

heeft er zich bij aangesloten met 5 stemmen tegen 2. Door een der tegenstanders werd gevraagd, eene nota van de minderheid te mogen indienen als antwoord op het verslag van de Middenafdeeling. Daartoe is hij gerechtigd. Hij vroeg ook dat de Regeering aan de Kamer zou doen kennen welke landen het vrouwenstemrecht hebben aangenomen en welke de uitslagen van de toelating van dit vrouwenkiesrecht zijn geweest. Wij vestigen op die vragen de aandacht der Regeering en brengen opnieuw in herinnering dat op die vragen hierboven werd geantwoord; tevens is het wel verstaan dat de antwoorden van de Regeering, evenals het indienen van eene nota der minderheid, het indienen van het verslag niet zouden vertragen.

De Verslaggever,

R. COLAERT. ,

De Voorzitter,

EM. TIBBAUT.

NOTA VAN DE MINDERHEID.

Het wetsvoorstel, waaraan het verslag van den achtbaren heer Colaert is gewijd, moet onderzocht worden onder het dubbel opzicht van zijn beginsel en van zijne gepastheid.

I.

Wat het beginsel betreft.

Niemand zal er aan denken, het vrouwenstemrecht uit te sluiten op grond van de ongelijkheid der geslachten en van de sociale ondergeschiktheid der vrouw, zooals zekere stelsels dat vroeger hebben aangenomen.

Wel integendeel verklaren wij dat de ontvoogding der vrouw, dat de uitbreiding van haar algemeen onderricht, dat het afschaffen der onrechtvaardige toestanden waarin zij in rechten en in feite verkeert, hoogst spoedeisende en hoogst gewichtige zaken zijn, waarmee de latere wetgever zich zal moeten bezighouden. In België, meer dan in andere landen, had de langdurige onverschilligheid der openbare besturen, namelijk in zake vrouwenonderwijs, ten gevolge, dat de vrouwen in het algemeen zich niet hebben kunnen bekwaam maken om de groote algemeene belangen te begrijpen, wat de deelneming der mannen in de uitoefening der nationale souvereiniteit rechtvaardigt.

Daaruit volgt dat de eerste maatregelen, die dienen getroffen te worden, van verstandelijken, zedelijken, socialen en juridischen aard zijn. Alleen dan wanneer deze maatregelen uitwerking hebben gehad, zal men geleidelijk, door achtereenvolgende klassen van vrouwelijke kiezers op te roepen, de uitoefening van de politieke macht op nuttige en redelijke wijze aan de vrouwen kunnen toekennen. Het onmiddellijk verleenen van het kiesrecht voor de gemeente aan alle vrouwen van 21 jaar schijnt ons thans een blijkbaar demagogisch krakter te dragen, daar het nagestreefde doel klaarblijkelijk geen ander is dan de gemeentelijke macht te verzekeren aan de politieke partij, die schrikt voor de gevolgen, welke het invoeren van het algemeen kiesrecht voor haar op het gebied der algemeene politiek wellicht hebben zal.

II.

Wat betreft de gepastheid.

1. Het karakter van het wetsvoorstel, hierboven geschetst, komt nog meer uit door het feit, dat zijne voorstellers niet aarzelen te eischen dat de

hervorming vóór de ontbinding worde aangenomen door de tegenwoordige Kamer, waarvan het mandaat vervallen is en die hare werkzaamheden slechts voortzet wegens dringende nationale noodwendigheden, welke eerlang niet meer zullen bestaan. Wanneer binnen enkele weken de Natie aan nieuwe afgevaardigden een geregeld mandaat zal opdragen en zij, over het vraagstuk ingelicht, haar wil zal kunnen doen kennen, is het niet aan te nemen dat het in 1912 en 1914 gekozen Parlement, zonder geldige redenen van volstrekt dringenden aard, misbruik maakt van de macht, welke het nog uitoefent, om van stonden aan de toekomst te binden. Tot zulk een machts-misbruik aangezocht, zal de huidige meerderheid in het bewustzijn harer verantwoordelijkheid de noodige macht putten om daartoe niet de hand te leenen.

B. Zal men als uitvlucht of als voorwendsel aanvoeren het feit, dat een sterke gedachtenstrooming onmiddellijk voldoening eischt? Wij willen de Kamer haar tijd niet doen verliezen door het niet-bestaan van zoodanige strooming te bewijzen. Nooit kon met meer waarheid gezegd worden dat er slechts woeling bestaat bij de woelmakers. Zoo sommige, niet zeer talrijke, Belgische vrouwen op dit oogenblik meenen dat deze hervorming rijp is, zullen zij het zeker niet onredelijk achten dat haar gevraagd wordt te wachten totdat in November e. k. het nieuwe en verruimde kiezerskorps over haren eisch uitspraak doe.

C. Blijft de bewering dat verbintenissen werden aangegaan ter gelegenheid van het vergelijk, tusschen de politieke partijen gesloten betreffende de wetgevende kieshervorming. Voorzeker heeft de socialistische partij haren wil bevestigd om, op het gunstig oogenblik, het vrouwenstemrecht voor de gemeente in te voeren; harerzijds deed de liberale partij krachtadig de door ons vermelde stelling kennen en tevens haar besluit om ze te verderigen met alle parlementaire middelen. Er werd echter door wien ook geen enkele belofte gedaan, de hervorming in *den loop van het huidig zittingsjaar* aan te nemen : en voorzeker, indien men een dergelijken eisch had gesteld, zou de beslissende opwerping, gegrond op de onbetwistbare onbevoegdheid van het Parlement met verlengd mandaat, het tot stand komen van het gewenschte vergelijk belet hebben.

*
* *

Zooals het met de werkzaamheden der Kamer thans is gelegen, komt het nutteloos voor, op dit oogenblik den achtbaren verslaggever te volgen in eene grondigere bespreking van het wetsvoorstel.

De eerbied van de Kamer voor den wil der Natie en haar verlangen om de laatste oogenblikken van haar bestaan te wijden aan werken van algemeen belang, welke geen uitstel dulden, volstaan om aan de minderheid in de middenafdeeling de voldoening te schenken, die zij verlangt.

Op dit oogenblik is het debat over het vrouwenstemrecht niet meer in de

Kamer aangebracht; het is aangebracht voor het Land. Wij moeten de uitspraak van het Land afwachten.

ALBERT DEVÈZE.

Onder voorbehoud van wat de socialisten voorstaan in zake vrouwenkiesrecht voor de gemeente — het ware nutteloos dit hier uiteen te zetten, — sluit ik mij aan bij bovenstaande aanmerkingen van den achtbaren heer Devèze.

EUGÈNE BERLOZ.

(16)

Proposition de loi modifiant les lois du 11 avril 1895 relative à la formation des listes des électeurs communaux, et du 12 septembre 1895 relative aux élections communales, et visant spécialement l'admission des femmes à l'électorat communal.

TITRE PREMIER.

Modifications à la loi du 11 avril 1895.

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions ci-après de la loi du 11 avril 1895 relatives à la formation des listes des électeurs communaux sont abrogées, remplacées ou modifiées de la manière suivante :

ARTICLE PREMIER. — Sont électeurs pour la commune ceux qui, sans distinction de sexe, possédant la qualité de Belge ou ayant obtenu la naturalisation, ont atteint l'âge de 21 ans et sont domiciliés dans la commune depuis six mois au moins.

ART. 2. — Les dispositions de l'article 2, alinéa 1^{er}, et des articles 20 à 23 du Code électoral (loi du 12 avril 1894) relatives à la constatation de la qualité d'électeur, aux exclusions et aux suspensions, sont applicables aux électeurs communaux.

L'article 61 dudit Code n'est applicable qu'aux sous-officiers, caporaux et soldats incorporés après le 11 novembre 1918.

La partie finale du 1^{er} alinéa du 2^e de l'article 21, à partir des mots : « ou de l'une des infractions », est modifiée

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 11 April 1895 op het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente en der wet van 12 September 1895 op de gemeenteverkiezingen, en inzonderheid tot toekenning, aan de vrouwen, van het kiesrecht voor de gemeente.

EERSTE TITEL.

Wijzigingen in de wet van 11 April 1895.

EERSTE ARTIKEL.

Onderstaande bepalingen der wet van 11 April 1895 betreffende het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente worden ingetrokken, vervangen of gewijzigd als volgt :

EERSTE ARTIKEL. — Zijn kiezer voor de gemeente zij, die, zonder onderscheid van kunne, de hoedanigheid van Belg bezitten of de naturalisatie hebben bekomen en tevens den leeftijd van 21 jaar hebben bereikt en sedert ten minste zes maand hunne woonplaats in de gemeente hebben.

ART. 2. — Het bepaalde in artikel 2, 1^e lid, en in de artikelen 20 tot 23 van het Kieswetboek (wet van 12 April 1894) betreffende de vaststelling van de hoedanigheid van kiezer, de uitsluitingen en schorsingen, is van toepassing op de kiezers voor de gemeente.

Artikel 61 van dit Wetboek is slechts van toepassing op de onderofficieren, korporalen en soldaten die na 11 November 1918 werden ingelijfd.

Het slot van het 1^e lid van n° 2^e van artikel 21, vanaf de woorden : « of wegens eene der overtredingen », wordt

comme suit : « ou de l'une des infractions prévues aux articles 341, 372 à 382, 387 à 395, 454 et 455 du Code pénal, au chapitre II, du titre I^{er} du livre II du même Code tel qu'il a été modifié par la loi du 4 août 1914 et par les arrêtés-lois du 11 octobre 1916 et du 8 avril 1917, ou prévues par la loi du 4 août 1914 sur l'accaparement ou par les arrêtés-lois du 10 décembre 1916 et du 8 octobre 1918 ».

ART. 3. — Est abrogé.

ART. 4. — Est abrogé.

ART. 5, alinéa 2. — Les mots : « depuis trois ans au moins », sont remplacés par : « depuis six mois au moins ».

ART. 7. — Sont abrogés les alinéas 7 et 8 de l'article 68 du Code électoral.

A l'alinéa 2 du même article, les mots : « depuis moins d'un an », sont remplacés par : « depuis moins de six mois ».

ART. 8. — Sont ajoutés les mots : « sauf les modifications résultant de la suppression des votes supplémentaires et de la réduction de la durée du domicile ».

Les dates et les délais fixés par ces dispositions seront remplacés par ceux que déterminera un arrêté royal.

TITRE II.

**Modifications à la loi du
12 septembre 1895.**

ART. 2.

Les dispositions ci-après de la loi du 12 septembre 1895 relatives aux élec-

gewijzigd als volgt : « of wegens eene der overtredingen voorzien bij de artikelen 341, 372 tot 382, 387 tot 395, 454 en 455 van het Strafwetboek, bij hoofdstuk II, titel I, boek II, van hetzelfde Wetboek zooals het werd gewijzigd door de wet van 4 Augustus 1914 en de besluit-wetten van 11 October 1916 en 8 April 1917, of voorzien bij de wet van 4 Augustus 1914 op den warenwoeker of bij de besluit-wetten van 10 December 1916 en 8 October 1918 ».

ART. 3. — Wordt ingetrokken.

ART. 4. — Wordt ingetrokken.

ART. 5, § 2. — De woorden : « sedert ten minste drie jaar », worden vervangen door de woorden : « sedert ten minste zes maand ».

ART. 7. — Lid 7 en lid 8 van artikel 68 van het Kieswetboek worden ingetrokken.

In lid 2 worden de woorden : « sedert min dan een jaar » vervangen door de woorden : « sedert min dan zes maand ».

ART. 8. — De volgende woorden worden toegevoegd : « behoudens de wijzigingen voortvloeiende uit de afschaffing van de bijkomende stemmen en uit de vermindering van den duur der woonplaats ».

De datums en de termijnen, door deze bepalingen vastgesteld, worden vervangen door die, bij koninklijk besluit vast te stellen.

TITEL II.

**Wijzigingen in de wet van
12 September 1895.**

ART. 2.

Onderstaande bepalingen der wet van 12 September 1895 betreffende de ge-

tions communales sont abrogées, remplacées ou modifiées de la manière suivante :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa premier de l'article 1^{er} est complété par la disposition suivante :

« La prochaine réunion des électeurs communaux à l'effet de procéder au renouvellement intégral des conseils communaux aura lieu le deuxième dimanche de novembre. »

ART. 2. — Le nombre « 400 » est remplacé par « 600 ».

ART. 8. — Le § 1^{er} est modifié comme suit :

« Le président de chaque bureau désigne comme assesseurs et assesseurs suppléants huit électeurs de la section. »

ART. 13. — Au premier alinéa, les mots : « jouissant du quadruple et subsidiairement du triple et du double vote », sont supprimés.

ART. 16. — Au troisième alinéa, les mots : « ainsi que le nombre de votes que les listes électorales lui attribuent pour les élections communales », sont supprimés.

ART. 18. — La partie finale de l'article 18, à partir des mots : « si des candidats sont présentés... », est supprimée.

ART. 20. — Sont supprimés, dans le deuxième alinéa, les mots : « pour une même série du conseil ou », et dans le troisième alinéa, les mots : « ou pour l'une des séries du conseil communal ».

ART. 21. — Le dernier alinéa est supprimé.

ART. 22. — Au premier alinéa, les mots : « de couleur blanche pour la première série et de couleur rose pour la seconde série », sont supprimés.

meenteverkiezingen worden ingetrokken, vervangen of gewijzigd als volgt :

EERSTE ARTIKEL. — Het eerste lid van dit artikel wordt aangevuld door de navolgende bepaling :

« De eerstkomende vergadering van de kiezers voor de gemeente om tot de geheele herkiezing van de gemeenteraden over te gaan heeft plaats den tweeden Zondag van November. »

ART. 2. — Het getal « 400 » wordt vervangen door « 600 ».

ART. 8. — Het eerste lid wordt gewijzigd als volgt :

« De voorzitter van elk bureel wijst acht kiezers der afdeeling aan als bijzitters en plaatsvervangende bijzitters. »

ART. 13. — In het eerste lid, worden de woorden : « die het vierdubbel stemrecht bezitten, of, zoo noodig, die het driedubbel of het dubbel stemrecht hebben » weggelaten.

ART. 16. — In het derde lid, worden de woorden : « alsmede het getal stemmen, dat de kiezerslijsten hem toekennen voor de gemeenteverkiezingen » weggelaten.

ART. 18. — De slotzin : « Indien kandidaten worden voorgesteld... » vervalt.

ART. 20. — Worden weggelaten, in het tweede lid, de woorden : « voor eene zelfde reeks van den raad of » en, in het derde lid, de woorden : « of voor eene der reeksen van den gemeenteraad ».

ART. 21. — Het laatste lid wordt weggelaten.

ART. 22. — In het eerste lid, worden de woorden : « van witte kleur voor de eerste reeks en van rozenkleur voor de tweede reeks » weggelaten.

ART. 28. — Au premier alinéa, *in fine*, les mots : « avec mention du nombre de voix qui leur est reconnu », sont supprimés.

Le dernier alinéa est complété comme il suit : « ou à ceux qui faisaient partie de l'armée avant le 12 novembre 1918 ».

ART. 29. — Le premier alinéa est modifié comme suit :

« L'électeur reçoit un bulletin des mains du président. »

Le dernier alinéa est supprimé.

ART. 31. — Au premier alinéa, les mots : « et séparément pour chacune des séries, s'il y a lieu, le nombre des bulletins qu'ils ont déposés dans l'urne, » sont supprimés.

ART. 39. — Les deux derniers alinéas sont supprimés.

ART. 40. — Les mots : « pour chacune des séries du conseil et », sont supprimés.

ART. 42. — Cet article est remplacé par le suivant :

« Lorsqu'il n'y a qu'un membre à élire, le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages est élu. »

ART. 43. — Cet article est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsqu'il y a plus d'un membre à élire, il est pourvu aux sièges conformément aux règles suivantes : »

ART. 45. — Les alinéas 2 et 3 sont supprimés.

ART. 48. — Les mots : « pour les deux séries du conseil communal ou », sont supprimés, ainsi que les mots : « série ou ».

ART. 52 à 61. — Les articles 52 à 61 sont supprimés.

ART. 28. — Aan het slot van het eerste lid vervallen de woorden : « met vermelding van het getal stemmen dat hun toegekend werd ».

Het laatste lid wordt aangevuld als volgt : « noch op hen, die vóór 12 November 1918 deel uitmaakten van het leger ».

ART. 29. — Het eerste lid wordt gewijzigd als volgt :

« De kiezer ontvangt een stembrief uit handen van den voorzitter ».

Het laatste lid vervalt.

ART. 31. — In het eerste lid, worden de woorden : « en, desgevallende afzonderlijk voor elke reeks, het getal der in de bus gestoken kiesbrieven » weggelaten.

ART. 39. — Het voorlaatste lid en het laatste lid vervallen.

ART. 40. — De woorden : « voor elke reeks van den raad en » worden weggelaten.

ART. 42. — Dit artikel wordt vervangen door de navolgende bepaling :

« Is er slechts één lid te verkiezen, dan wordt benoemd de kandidaat, die de meeste stemmen heeft verkregen. »

ART. 43. — Dit artikel wordt vervangen door de navolgende bepaling :

« Is er meer dan één lid te verkiezen, dan worden de zetels begeben naar de volgende regelen : »

ART. 45. — Lid 2 en lid 3 vervallen.

ART. 48. — Worden weggelaten de woorden : « voor de twee reeksen van den gemeenteraad of », alsmede de woorden : « reeks of ».

ART. 52 tot 61. — De artikelen 52 tot 61 vervallen.

ART. 62. — Au deuxième alinéa, les mots : « comme aux élections pour la désignation des conseillers communaux supplémentaires », sont supprimés.

Au troisième alinéa, la partie finale, à partir des mots : « L'absence à une élection... », sont remplacés par la disposition suivante :

« L'absence à une élection communale succédant à une absence à une élection provinciale ou générale, ne constitue pas le délinquant en état de récidive. »

ART. 64. — Au premier alinéa, les mots : « comme aux élections pour la désignation des conseillers communaux supplémentaires », sont supprimés.

ART. 70. — Le dernier alinéa est supprimé.

ART. 75. — Le dernier alinéa est supprimé.

ART. 76. — Le dernier alinéa est supprimé.

ART. 77. — Cet article est supprimé.

ART. 79. — Cet article est supprimé.

ART. 82. — Cet article est remplacé par la disposition suivante :

« Les membres du corps communal sortant lors du renouvellement ordinaire ou d'un renouvellement extraordinaire à la suite d'une dissolution des conseils communaux et les démissionnaires restent en fonction jusqu'à ce que les pouvoirs de leurs successeurs aient été vérifiés.

ART. 84. — Le dernier alinéa est supprimé.

ART. 62. — In het tweede lid, worden de woorden : « evenals op de verkiezingen voor de aanwijzing der toegevoegde gemeenteraadsleden » weggelaten.

In het derde lid, wordt de slotzin : « De afwezigheid bij eene verkiezing... » vervangen door de navolgende bepaling :

« De afwezigheid bij eene gemeenteverkiezing, volgende op eene afwezigheid bij eene verkiezing voor de provincie of voor de Kamers, stelt den overtreders niet in staat van hervalling. »

ART. 64. — In het eerste lid, worden de woorden : « evenals op de verkiezingen voor de aanwijzing der toegevoegde gemeenteraadsleden » weggelaten.

ART. 70. — Het laatste lid vervalt.

ART. 75. — Het laatste lid vervalt.

ART. 76. — Het laatste lid vervalt.

ART. 77. — Dit artikel wordt weggelaten.

ART. 79. — Dit artikel wordt weggelaten.

ART. 82. — Dit artikel wordt vervangen door de navolgende bepaling :

« De leden van het gemeentekorps, aftredende bij de gewone vernieuwing of bij eene buitengewone vernieuwing wegens ontbinding van de gemeenteraden, alsmede de ontslagnemers blijven in bediening totdat de geloofsbrieven hunner opvolgers zijn goedgekeurd ».

ART. 84. — Het laatste lid vervalt.

ART. 3.

Les instructions pour l'électeur, visées à l'article 16, sont modifiées comme suit :

2. L'électeur peut voter pour candidats au Conseil communal [savoir : pour la section de ; pour la section de ; etc, (1)].

3. Au premier alinéa, les mots : [pour chaque section (1)] sont supprimés.

Le troisième alinéa est supprimé.

5. Cette disposition est remplacée par la suivante :

« L'électeur, sur remise de sa lettre de convocation, reçoit un bulletin des mains du président. Après avoir arrêté son vote, il lui montre son bulletin, plié en quatre à angles droits, le timbre étant à l'extérieur, et il le dépose dans l'urne après avoir fait estampiller sa lettre de convocation par le président ou par l'assesseur délégué ; puis il sort de la salle. »

6. Les mots : « ses bulletins », sont remplacés par : « son bulletin ».

8. Après les mots : « et soldats », est intercalée la phrase suivante : « qui ne faisaient pas partie de l'armée avant le 12 novembre 1918. »

ART. 4.

Le Gouvernement fera coordonner les dispositions de la présente loi avec celles des lois des 11 avril 1895 et du 12 septembre 1895 qui restent en vigueur.

ART. 3.

De bij artikel 16 bedoelde onderrichtingen voor den kiezer worden gewijzigd als volgt :

2. De kiezer mag stemmen voor kandidaten voor den gemeenteraad [namelijk : voor de wijk ; voor de wijk ; enz. (1)].

3. In het eerste lid, worden de woorden : [voor elke wijk (1)] weggelaten. Het derde lid vervalt.

5. Deze bepaling wordt vervangen door den volgende tekst :

« Bij het afgeven van zijnen oproepingsbrief ontvangt de kiezer eenen stembrief uit handen van den voorzitter. Na zijne stemming te hebben uitgebracht, toont hij hem zijnen stembrief, rechthoekig in vieren gevouwen en met den stempel op de buitenzijde, en steekt hij hem in de bus na zijnen oproepingsbrief te hebben doen stemmen door den voorzitter of den afgevaardigden bijzitter ; daarna verlaat hij de zaal. »

6. De woorden : « zijne kiesbrieven » worden vervangen door de woorden : « zijnen stembrief ».

8. Na de woorden : « en soldaten » wordt het volgende ingevoegd : « die vóór 12 November 1918 geen deel uitmaakten van het leger. »

ART. 4.

De Regeering wordt gelast de bepalingen van deze wet samen te ordenen met die der wetten van 11 April 1895 en van 12 September 1895, welke van kracht blijven.

Le texte des dispositions coordonnées, formant les lois relatives à la formation des listes des électeurs communaux et aux élections communales sera inséré au <i>Moniteur</i> .	De tekst van de samengeordende bepalingen, welke de wetten op het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente en op de gemeenteverkiezingen uitmaken, zal in het <i>Staatsblad</i> opgenomen worden.
--	---

R. COLAERT.

H. CARTON DE WIART.

P. SEGERS.

MICHEL LEVIE.

P. DE LIEDEKERKE.

FERNAND DE WOUTERS.

